

*Vote des membres du SPD allemand et des Italiens : incertitude ou instabilité ?*

Incertitude en Allemagne : on peut avancer ce diagnostic. Instabilité en Italie : ce serait dans la tradition nationale. En accusation, dans un cas comme dans l'autre : le populisme, propulsé par le problème de l'immigration peut-être, mais sûrement pas l'euroscpticisme.

En apparence, la situation sera opposée dans les deux pays. D'un côté, Angela Merkel exercera un quatrième mandat, soutenue par une majorité parlementaire confortable. De l'autre, s'annoncent de longues consultations du président de la République Sergio Mattarella pour trouver un premier ministre qui de toute façon n'aura qu'une majorité exiguë et aléatoire. En Allemagne, on attendait le vote des membres du SPD avec quelque crainte pour Olaf Scholz, maire de Hambourg et leader des sociaux démocrates en faveur de la « grande coalition » avec la droite classique CDU-CSU. Avec une forte participation (80%) et une forte majorité (66%), le vote intervenu dimanche est confortable pour cette nouvelle expérience de cohabitation (après celles de 2005 et 2013). En Italie, Luigi Di Maio a porté l'étrange parti des 5 étoiles (créé par Beppe Grillo) en tête des suffrages (33%), mais c'est la coalition de Forza Italia dirigée par Berlusconi et de la Lega Nord de Matteo Salvini qui peut avoir une infime majorité parlementaire après avoir recueilli 37 % des voix. A cette heure, la composition exacte de l'Assemblée n'est pas connue, et le gouvernement de Gentiloni du Parti Démocrate (défait avec 16%) reste en place. En Allemagne, on savait qu'Angela Merkel devait gouverner, même si les négociations ont duré cinq mois ; en Italie, on ne sait rien des négociations possibles et il faudra attendre au minimum jusqu'au 23 mars, date de l'élection à la Présidence du Sénat italien.

Cela dit, les commentateurs français ont insisté sur la victoire du populisme et la crise de l'Europe. Pour le populisme, il est difficile de le comparer dans les deux pays, sinon qu'il signifie la défaite des grands partis. En Italie, on ne peut comparer Cinq Etoiles, parti du Sud en faveur du revenu universel et du souverainisme primitif, et la Lega Nord, parti du Nord très libéral économiquement (flat tax par exemple, fin des subventions et aides sociales, diminution de la fonction publique) et politiquement très fédéraliste (constitué pour revendiquer l'indépendance de la Padanie). En Allemagne, AFD (Alternative für Deutschland), adversaire de Bruxelles et de l'euro, est un parti conservateur et réformiste fondé par des économistes et des juristes scandalisés par l'attitude de l'Union face à la Grèce. Il est lamentable qu'en France on assimile tous ces « populismes » au Front National : veut-on ressusciter Marine Le Pen de ses cendres ? Va-t-on continuer à utiliser le FN comme meilleur destructeur de la droite et meilleur jockey pour la gauche ?

De même ramener le populisme à la lutte contre l'immigration massive n'a guère plus de sens. Il est vrai que l'Italie a été aux avant-postes puisque ses côtes ont reçu les naufragés, tout comme les côtes grecques, et l'Union Européenne a laissé les Italiens porter seuls le fardeau. Mais l'opposition à l'Europe des Etats, à la bureaucratie bruxelloise et à l'euro est très antérieure à ces élections.

Les analystes devraient tenir compte non pas des progrès du populisme, mais de ceux de l'euroscpticisme. Et plus on veut de « construction européenne », plus large sera l'opposition. Elle viendra des souverainistes étatistes et de gauche, mais aussi des libéraux de toutes origines. Finalement c'est en Allemagne que la vision de l'Europe peut basculer. L'alliance avec le SPD peut pousser Angela Merkel vers le retour au constructivisme européen, que provoquera peut-être l'issue des négociations du Brexit. Cependant la chancelière doit compter aussi avec son propre parti (et notamment la CSU) qui a une préférence pour le marché et une aversion pour la fiscalité et la réglementation, préférence visiblement partagée par les Allemands qui ont porté leurs voix sur le FDP, parti libéral qui a été le vrai vainqueur des dernières élections – et qui a refusé l'alliance avec les Verts.

Nous voilà ainsi dans l'incertitude. Quant à l'instabilité elle est de tradition en Italie depuis la chute de l'Empire Romain. Paradoxe : Mario Draghi pourrait être rappelé sur la scène italienne !